tirer l'attention du peuple sur ce que je crois être la signification de cette démarche. Je crois que cela signifie qu'un plan bien arrêté a été formé en 1897, pour travailler dans l'ombre et le silence, et pour terrasser le peuple au sujet de cette question lorsque le moment serait arrivé. Quelle est la preuve que je puis fournir à ce sujet ? Je suis heureux de voir le ministre de la Justice à son siège, et conséquemment, je n'hésiterai pas à rappeler l'éloquence avec laquelle, il y a quelques années, il a parlé d'une question se rapportant au sujet que je traite maintenant. Cet honorable ministre a dit en 1896 que, dans tout le pays l'on prétendait alors qu'il n'y aurait plus de paix tant que la minorité n'aurait pas obtenu ses droits. Mais, dans l'intervalle entre 1897 et 1905, on n'a presque plus entendu parler de cette question. Il y a eu accalmie après la tempête. Maintenant, le peuple se demande ce que tout cela veut dire. Quelle est la cause déterminante de la conduite très singulière et très frappante du premier ministre qui présente ce bill immédiatement après une élection, et après s'être abstenu de soumettre la question au cours de l'élection, ce qui aurait dû être fait d'après la pratique constitutionnelle ? Est-ce parce que le peuple avait confié l'un de ces mandats impératifs dont il aime tant à parler ? Durant l'élection, les honorables membres de la droite ont été muets au sujet de la question des écoles. Il y a plus : en 1901, le ministre de l'Intérieur a déclaré en cette Chambre que l'une des raisons pour lesquelles la question de l'autonomie du Nord-Ouest ne pouvait être discutée alors, était que l'on ne pouvait la discuter en l'absence du ministre des Finances. On ne pouvait pas en parler; de fait, on ne devait pas y songer. On sait ce qui est arrivé plus tard. L'Orateur a soulevé une objection l'autre jour lorsqu'un honorable député a donné à entendre que le premier ministre était à payer ses dettes politiques. Je ne le dirai pas d'une façon injurieuse, mais je dirai que les apparences semblent indiquer que le premier ministre a renouvelé les promesses de 1895 et 1896—renouvelé les promesses qu'il a faites à la hiérarchie ou aux partisans des écoles séparées en 1896 et en 1897, et que le nouveau mot d'ordre était alors : au lieu de faire de l'agitation dans tout le pays, tenez-vous tranquille, travaillez dans le silence et faites les préparatifs nécessaires, et lorsque le temps sera venu d'accorder l'autonomie à l'Ouest, cette vaste et fertile région agricole, qui est peut-être le champ de colonisation le plus vaste du monde, je vous serai fidèle, et j'accomplirai les promesses que j'ai faites à la Chambre et au pays au cours des débats de 1896. Quelle raison ai-je pour dire cela ? Eh bien, ce ne sont pas les raisons qui manquent. En 1896, nous avons eu les diverses déclarations faites par le très honorable ministre en proposant le renvoi à six mois. Vous savez quelle attitude il a prise à ce sujet. Son attitude était celle-ci : J'ai enten-

M. LENNOX.

du le parti conservateur vous faire certaines propositions ; il a proposé d'adopter un bill remédiateur, et maintenant il propose d'adopter une loi remédiatrice qui sera virtuellement inefficace en présence du fait qu'il n'y a aucun moyen d'assurer son application au moyen d'une subvention en argent pour l'entretien des écoles. Je vais proposer le renvoi à six mois, parce que je veux que mes gens obtiennent quelque chose de substantiel et non un semblant de justice. Telle était l'attitude prise alors par le très honorable premier ministre et il est arrivé au pouvoir grâce à cette attitude et au fait qu'il a vilipendé l'honnête politique des conservateurs d'alors et leur désir honnête de respecter les droits constitutionnels de ce pays.

L'honorable député de Simcoe-nord m'a reproché hier d'avoir perdu mon dépôt en 1896 en faisant la lutte contre son oncle, feu Dalton McCarthy. J'ai perdu mon dépôt dans une lutte à trois, mais dans cette lutte, j'ai eu les votes des meilleures conservateurs, et j'ai combattu pour ce que je croyais être les droits constitutionnels du peuple canadien. Je n'aime pas les écoles séparées, mais dès qu'il était devenu du devoir du Gouvernement d'accorder des écoles séparées, pour ma part, je n'étais pas disposé à tourner le dos à la constitution ni à répudier la promesse du Gouvernement fédéral à ce sujet. J'ai fait cette lutte jusqu'au bout, et j'ai subi une défaite complète, mais j'ai reçu l'appui des meilleurs citoyens de Simcoe-nord. Et mon honorable ami, feu Dalton McCarthy. Qu'a-t-il reçu ? C'était un homme habile, mais les électeurs ont reconnu qu'il n'avait pas tout à fait raison au sujet de cette question, que, dans tous les cas, c'était une question discutable. Cela étant, et la lutte se faisant avec un réformiste sur les rangs, les réformistes se sont dit : Nous pouvons faire mieux que de voter pour notre candidat. McCarthy, il est vrai a perdu près de la moitié de ses partisans conservateurs, mais il a gagné près de la moitié des votes réformistes, parce que l'on s'est dit qu'il pouvait combattre le Gouvernement conservateur avec plus de succès que ne pourrait le faire notre propre candidat.

Le très honorable ministre ayant annoncé son programme, étant allé devant le peuple, et ayant remporté la victoire au scrutin, a constaté qu'il lui était impossible de remplir sa promesse. Il y a eu une grande clameur dans la province de Québec et la hiérarchie était alors aussi bruyante que toute autre classe de citoyens. Le mécontentement était général et vous vous rappellerez que certains représentants furent envoyés à Rome. Je ne parle pas du ministre de la Justice qui a subséquemment représenté les quarante associés, mais je parle d'une mission antérieurement envoyée à Rome, qui a ouvert la route et qui a représenté aux autorités romaines que, bien que les concessions que l'on était à la veille d'obtenir ne fussent pas très considérables, elles étaient meil-